

Pour une filière MCO Aéronautique

Etudes, fabrications, maintenance, déconstruction... Comment travailler en convergences pour éviter la mise en concurrence des salariés, les délocalisations, la vente des armes comme une marchandise courante ? Comment agir pour maintenir une véritable politique industrielle dans notre pays sous contrôle de la représentativité nationale et éviter l'achat de nos équipements d'armement sur étagères étrangères ?

Même s'il est vrai aujourd'hui que la majorité des programmes sont faits en coopération européenne voire au delà, rien n'empêche les Etats de conserver leur autonomie, leur indépendance sur les choix et notamment ceux de maintenance.

Le travail engagé avec la fédération CGT de la Métallurgie sur la filière aéronautique, nous permet d'avancer dans le contenu des propositions sur le PPND et nous permet également d'intervenir d'une même voix au niveau européen.

Même si c'est une réflexion que l'on peut légitimement avoir, il ne s'agit pas au travers du PPND de tout « renationaliser », mais dans un premier temps, de rassembler les activités au sein d'une filière de MCO Aéronautique Etatique, chacun avec son statut, sa culture, ses droits... Certes, il faudra du temps pour convaincre politiques et industriels.

Mais aujourd'hui, il nous faut avancer dans notre démarche.

C'est tout simplement une question d'existence.

Aujourd'hui, seulement 15% des sommes attribuées à la SIMMAD pour le MCO aéronautique « restent » dans le secteur industriel étatique.

Est ce à dire que les 85% restant sont attribués aux industries de notre pays ? Des exemples nous démontrent que NON!!

Comme par exemple le MCO des C130 réalisés au Portugal, comme aussi le programme de délestage des hélicoptères PUMA.

***FILIERE MCO AERONAUTIQUE
PÔLE PUBLIC NATIONAL DE DÉFENSE***

UN DOCUMENT RÉALISÉ PAR

OCTOBRE 2009



À eux-seuls, ces 2 exemples démontrent que les deniers des contribuables français attribués pour la maintenance des Aéronefs équipant nos forces quittent notre pays et par là-même entraînent:

- Des pertes de compétences,
- La casse d'emplois,
- Des fermetures d'usines,
- Une dépendance accrue de notre pays sur la scène internationale.

Cela contribue de fait à désindustrialiser notre pays, à précariser l'emploi, et à enrichir les actionnaires des industries privées.

Pourquoi donc la proposition d'une filière MCO aéronautique au sein d'un Pôle Public National de Défense et quelle conception?

Cette proposition de la CGT est porteuse de nombreux atouts, mais aussi de nombreuses interrogations légitimes. Si l'on part des besoins de nos forces, se pose immédiatement la question de quelles études engager et pour quel programme, quelles coopérations et avec qui ? Quelle formation, quel type d'emploi, quel type d'industrie ? Ensuite, vient la fabrication du programme, qui pour l'aéronautique est uniquement réalisé par les industriels privés ou nationalisés. Donc, quelle place pour ces secteurs dans le PPND? Enfin, concernant le MCO, différents acteurs jouent un rôle.

Nous avons aujourd'hui deux niveaux d'intervention:

- ⇒ **le NSO** (niveau de soutien opérationnel)
- ⇒ **le NSI** (niveau de soutien industriel).

Le NSO: celui-ci est réalisé au plus près des aéronefs, c'est à dire sur les Bases par des personnels civils ou et par des militaires. Quant il s'agit d'interventions sur les théâtres d'opérations (OPEX), ce sont uniquement des militaires qui interviennent, même si des dérives commencent à voir le jour en y envoyant des personnels civils. Le fait de vouloir externaliser le MCO aéronautique étatique vise clairement à modifier le contenu du niveau d'intervention NSO, du fait de la déflation des effectifs militaires, et de confier ces tâches d'OPEX à sociétés militaires privées (SMP). Ainsi, toutes valeurs d'indépendance, de souveraineté et de paix disparaîtraient.

Le NSI: celui-ci est réalisé soit sur base pour des opérations basiques, soit par le SIAé (service industriel de l'aéronautique), entité étatique rattaché à l'EMAA (État Major de l'Armée de l'Air) et par les industriels privés qui bien souvent sous-traitent, délocalisent vers des pays à bas coûts des matériels qui ont pour missions d'assurer la Défense et la Sécurité de notre pays et de ses citoyens.

Face à cette réorganisation, où la SIMMAD joue un rôle déterminant et éminemment politique (accentué depuis la réintégration de la France dans le Commandement intégré de l'OTAN), la proposition CGT de la création d'un PPND est la seule alternative économique et politique.

Se pose ensuite la question de la déconstruction des aéronaves qui arrivent en fin de vie et qui comme pour l'aviation civile se comptent par centaines.

Nous ne pouvons éluder cette question. Ce qui a été retenu, suite à une proposition CGT lors du Grenelle de la Mer pour le démantèlement des navires en fin de vie, est réalisable pour les aéronaves. D'ailleurs la SIMMAD a procédé à un appel d'offre en ce sens. Le SIAE a déjà des capacités pour faire. Elles seraient décuplées dans le cadre d'un PPND.



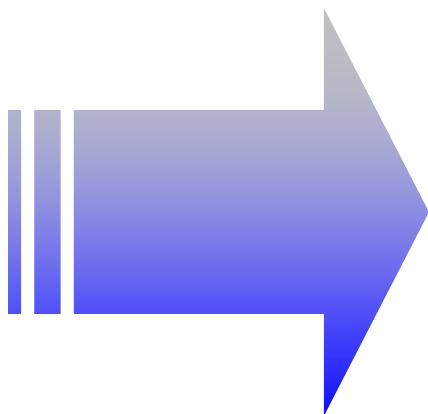
Comment percevons-nous la filière aéronautique et notamment MCO dans le cadre du PPND et ce en lien avec le PPF (pôle public financier).

Tout d'abord, les armes ne sont pas une marchandise comme les autres et doivent obligatoirement rester sous le contrôle de la représentation nationale (Parlement).

Le PPND, filière aéronautique, pourrait se composer comme suit :

Sous l'égide étatique, on pourrait regrouper tous les acteurs qui interviennent sur les questions de Défense avec leurs statuts, leurs spécificités, ainsi que les organismes de formation.

Il ne s'agit en aucun cas d'opposer le secteur public et le secteur privé car s'il y a un secteur qui ne subit pas forcément la crise, c'est celui de l'aéronautique, malgré ce que certains tentent de nous faire croire. La crise a bon dos!!!



Cette proposition s'inscrit pleinement dans la politique industrielle que porte la CGT pour notre pays. Ne pas laisser fuir nos savoir faire, nos activités, nos plans de charges.

Cette proposition viserait donc à consolider notre secteur industriel de Défense, tout en maintenant notre souveraineté et notre indépendance.

- **Vu les charges qui existent, il y a du travail pour tous dans notre secteur, mais ce n'est pas la volonté politique de le reconnaître.**
- **Vu les besoins qui existent en terme de diversification, il y a aussi de la charge pour tout les acteurs aéronautiques.**

Face à cela, la CGT propose:

-que les études et fabrications soient réalisées par les industriels en coopération, mais sous contrôle et maîtrise étatique. Cela suppose de renouveler, vu les moyennes d'âges élevées dans notre secteur, le potentiel humain et donc de revenir à une réelle politique de formation répondant aux besoins,

-que le MCO aéronautique militaire soit réalisé par les établissements du Ministère de la Défense et regroupés au sein d'une même entité, sous couvert du CEMA (Chef d'État Major des Armées) et là aussi il y a urgence à former, recruter des personnels à statuts (ouvriers d'Etat, mensuels techniques et administratifs), et développer la formation continue au sein des écoles du Ministère.

-que le démantèlement des avions militaires (avions et hélicoptères) soit réalisé par le Ministère pour éviter toutes dérives financières et écologiques. Cette nouvelle activité innovante amènerait de la charge pour des BA, des BAN, et aussi pour les établissements industriels étatiques du SIAé, ainsi que pour des unités comme le 11^{ème} BSMAT de Montauban. Pourquoi au sein des établissements étatiques ? Parce que nous maîtrisons mieux que le privé les produits utilisés lors des interventions militaires. Quant au démantèlement des avions civils, celui-ci serait réalisé par les constructeurs, suivant les normes environnementales.



Ce document est une base de réflexions qui reste à enrichir par le débat entre personnels. Ces propositions syndicales ont aussi besoin d'un relais politique. La CGT est résolue à les porter devant les élus de la nation pour leur prise en compte dans le débat citoyen.

C'est en tous cas la seule voie pour contrer efficacement la politique destructrice menée par SARKOZY contre l'ensemble de notre secteur.

ENSEMBLE

DONNONS DE L'AVENIR À NOTRE SECTEUR D'ACTIVITÉS